

Point 08 : Programme local de l'habitat - Engagement de la procédure d'élaboration du PLH 2028-2033 - Désignation des personnes morales associées et définition des modalités d'association - Approbation

Intervention : Éric Couvez (Saint-Herblain)

Madame la Présidente, chers collègues,

Avoir un toit au-dessus de la tête, c'est disposer d'un lieu où vivre. Mais c'est aussi la première des solidarités qu'un pays comme le nôtre doit garantir. Pourtant, depuis l'après guerre, la France demeure incapable de loger l'ensemble de sa population. Nous faisons face à un enjeu majeur, et le nouveau PLH devra être à la hauteur des besoins.

Sans entrer dans les querelles budgétaires actuelles, permettez moi de souligner une aberration. Depuis 2018, l'État prélève — pour ne pas dire confisque — 1,3 milliard d'euros chaque année dans les caisses de nos bailleurs sociaux. La fragilisation du modèle économique des bailleurs, orchestrée sous les différents gouvernements Macron, ne touche pas seulement ces organismes : c'est tout le secteur de la construction qui en subit les conséquences. C'est un pan entier de notre économie qui se trouve affaibli.

Alors, où sont les priorités budgétaires ? Faut-il investir pour loger les Français et soutenir nos territoires, ou continuer à verser 211 milliards d'aides publiques à des entreprises sans contrôle, dont certaines délocalisent en parallèle ? Pas besoin d'être un génie de la finance pour répondre.

Soyons lucides. Depuis 2019, la crise du Covid, la guerre en Ukraine et l'inflation des matériaux ont fortement ralenti le rythme des chantiers dans notre métropole. Le bilan, au moment de lancer le prochain PLH, n'est pas satisfaisant. Mais face aux difficultés du logement et aux 40 000 demandes de logements sociaux en attente, nous n'avons pas baissé les bras. Le plan de relance a d'ailleurs permis de remettre en marche plusieurs opérations.

Pour le groupe communiste et républicain, cette attitude est la seule possible. Les coûts pour les ménages modestes et la classe moyenne sont tels que nous ne devons pas céder au découragement.

Nous entendons déjà la petite musique du : « Baissons les objectifs puisqu'ils ne sont pas atteints. » Une réponse simpliste, qui ne règle en rien la question du parcours résidentiel des habitants de la métropole.

Rappelons que l'attentisme — voire l'obstruction — de certaines communes de Nantes Métropole fait qu'à la fin du mandat, seules trois communes respecteront la loi SRU : Rezé, Nantes et Saint Herblain. Nous ne pouvons plus nous permettre d'effacer d'un trait de plume des centaines de logements prévus de longue date, ni de transformer des logements sociaux en baux réels solidaires pour sélectionner qui a le droit d'habiter près de chez soi. C'est une question de fraternité.

La raréfaction des terrains constructibles nous oblige à repenser la ville avec une exigence accrue. La densification nécessaire ne doit pas se réduire à empiler des logements : elle doit s'accompagner d'une amélioration tangible de la qualité des espaces, des habitations, et du dimensionnement des réseaux associés. Ce que certains redoutent doit devenir non seulement acceptable, mais attractif, voire enviable.

Alors oui, cette ambition a un coût financier. Mais renoncer à cette transformation aurait un prix social et écologique infiniment plus lourd.

Je vous remercie de votre attention.